



DÉCLARATION LIMINAIRE **CSAL DU 16/10/2025**

Madame la Présidente,

Nous sommes de retour après environ 6 mois de boycott des instances lors de ce premier semestre 2025.

Un rappel des raisons de notre volonté de s'abstenir de participer à ces comités sociaux d'administration locale s'impose :

Les suppressions d'emplois 2025 à la DGFIP :

C'est donc – 550 suppressions d'emploi pour la DGFIP en 2025 ! Une pathétique tentative de minorer ce chiffre à – 352 en tenant compte des transferts d'emploi venant d'autres administrations n'est qu'un mensonge éhonté (un de plus) car ces emplois « entrants » accompagnent des missions supplémentaires qui vont être confiées aux agents de la DGFIP.

A noter que ces transferts sont, au passage, délestés de nombreux emplois au nom de la « productivité » de la DGFIP...

Pour exemple, la liquidation de la taxe d'urbanisme était annoncée par le ministère, accompagnée de 78 Emplois « Équivalents Temps Plein » mais la DGFIP ne recevra au final que 41 Emplois « Équivalents Temps Plein Travaillés » ! Au SDIF de la Haute-Vienne, ils sont même moins nombreux et avec des tâches supplémentaires ! Insurmontables ! A la DGFIP 87, l'hémorragie continue, -180 emplois de 2012 à 2024 soit plus d'1 agent sur 4 en moins...

Le budget DGFIP 2025 :

Des restrictions qui pèsent bien sûr d'abord sur les agents de la DGFIP avec des non-remboursements de frais professionnels et des mesures aussi ubuesques qu'illégales sur les conditions de travail (EDR, nomades,...).

A noter que les documents budgétaires se basent bien sur – 550 emplois, n'essayant même pas de crédibiliser le chiffre de – 352 évoqués ci-dessus !

Les documents budgétaires confirment la volonté de la DGFIP d'inscrire l'immobilier dans une trajectoire de densification et d'écoresponsabilité avec « *l'ambition de mettre en œuvre la circulaire du 8 février 2023 relative à la nouvelle doctrine d'occupation des immeubles de l'État* ».

Les agents de la DGFIP doivent donc se préparer aux flex-office et aux espaces de travail « placards » tout en faisant faire des économies à la DGFIP en payant leur chauffage et leur électricité en télétravail...pour 2,73€ par jour. Le verdissement n'est qu'un vernis, utilisé pour justifier les manques criants de moyens humains et matériels, justifier les suppressions d'emplois et aboutir à une dégradation manifeste des conditions de travail, une perte de sens de la valeur travail et de l'épanouissement professionnel et personnel des agents.

La DGFIP 87 est novateur en la matière en profitant de la rénovation du Centre des Finances publiques de Cruveilhier pour gagner de la place et installer les services dans de grands open space où les agents peinent à se concentrer et manquent de places pour classer leurs documents... D'autant plus qu'un questionnaire avait été envoyé aux collègues avant le début des travaux et qu'une large majorité ne voulait pas de ces espaces ouverts !

Mais heureusement, l'IA va nous sauver alors même qu'à court et moyen terme elle aura des effets sur les sociétés humaines et l'environnement.

Plus généralement, nos collègues sont, encore et toujours, durement frappés par une déperdition prodigieuse de leur pouvoir d'achat. L'instabilité gouvernementale qui touche notre pays légitime des coups de rabot. La cure d'austérité est une épée de Damoclès, qui distille la peur, provoque de multiples fractures et participe au démantèlement des services publics, alors même que les besoins de la

population en la matière sont criants. Santé ou éducation ne sont pourtant pas des variables d'ajustement.

Depuis ce début d'année, et bien rien n'a changé mais nous avons décidé de revenir pour apporter la voix des agents de la DDFIP à vos oreilles.

Tous les services et tous les agents de votre direction sont touchés par les manques d'effectifs, les réorganisations et réformes, les nouveaux applicatifs lancés à la va-vite, incomplets et défaillants ... loin de votre rapport d'activité 2024 idyllique ! Alors oui la grande conscience professionnelle des collègues permet encore de faire tourner la grande roue des Finances publiques mais jusqu'à quand, et avec quelles conséquences sur la santé des personnels. Les usagers eux-aussi en payent trop souvent le prix fort quand, par exemple, les pensionnés sont mal, voir pas du tout payés depuis des semaines voir des mois ! Après GMBI, c'est un scandale de plus qui se nomme OCAPI !

Enfin nous finirons par les vœux de la CGT Finances Publiques 87:

- Des créations d'emplois partout où c'est nécessaire, (et c'est nécessaire partout) et titularisation des agent.es non titulaires , l'arrêt des suppressions d'emplois,**
- L'augmentation de nos salaires. Une augmentation immédiate et, a minima de 10 % de la valeur du point, son indexation sur l'inflation,**
- La refonte et la revalorisation des grilles indiciaires,**
- L'égalité salariale et professionnelle entre les Femmes et les Hommes,**
- L'abrogation du jour de carence et de la baisse de 10 % des rémunérations lors de congés maladie,**
- Le 100 % sécurité sociale, Non à Alan et à la marchandisation de la santé,**
- La retraite à 60 ans, plus de justice fiscale et de justice sociale,**

- La fin du mépris pour tous les agents du département, une reconnaissance affirmée reflétant leur engagement sans faille, leur résilience et leur conscience professionnelle, un dialogue social renouvelé, fait de ruptures tant sur la forme que sur le fond,
- Le maintien et l'amélioration des dispositions du statut général des fonctionnaires et l'abandon du projet de loi « Guérini ».